

Concours : 1<sup>er</sup> concours

Epreuve : Note de synthèse

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



## La double - nationalité

La double - nationalité, situation dans laquelle un individu possède plusieurs nationalités, résulte du fait que chaque Etat fixe de manière souveraine et unilatérale les conditions d'attribution de sa nationalité. Cette hypothèse pose alors la question du lien entre le national et les Etats, au regard de ses droits fondamentaux mais également de la souveraineté étatique. Cette situation implique le outre la mise en œuvre du droit international, et donc l'intervention éventuelle du juge afin de déterminer le droit applicable. Si la double - nationalité est encadrée et source de conséquences (I), cette notion est néanmoins questionnée (II).

## I. L'encadrement et les conséquences de la double nationalité

La double nationalité est une situation encadrée par chaque droit national (A), qui engendre des conséquences particulières (B).

## A. L'encadrement de la double nationalité par chaque droit national

La double nationalité ne fait pas l'objet d'une réglementation au niveau international. Une note de synthèse des Services des affaires européennes du Sénat souligne ainsi la divergence des fonctions législatives sur la question entre treize pays signataires d'une Convention du Conseil de l'Europe sur le cumul de nationalités de 1963 (doc 5). Cette note indique en effet que si le droit anglais l'admet presque sans restriction, le droit allemand ne l'autorise que sous conditions. Ainsi par exemple, dans tous les pays signataires de la Convention l'acquisition volontaire de la nationalité par des étrangers peut être source de double nationalité.



sauf en Allemagne et aux Pays-Bas qui demandent le renoncement à la nationalité d'origine. L'Allemagne a néanmoins modifié sa législation en 2016 sur ce point, autorisant plus facilement la double nationalité (doc. 6). Le rapport souligne également que seuls les législateurs espagnol et néerlandais prévoient la perte d'une des nationalités dérivées en cas de union. Les conditions d'acquisition de la double nationalité sont ainsi exclusivement nationales, sans consensus.

S'agissant du droit interne, les dispositions du Code Civil relatives à l'attribution de la nationalité française permettent la création d'une situation de double nationalité. L'article 18 dispose en effet qu'est français l'enfant dont l'un des parents est français, et ce sans que l'éventuelle nationalité attribuée par l'autre parent (doc. 2). En outre, si l'article 18-1 autorise l'enfant qui n'est pas né en France et qui n'a qu'un parent français de espérer la nationalité française à sa majorité, il ne s'agit que d'une faculté (doc. 1). La loi française attribue également la nationalité française aux enfants nés en France de parents étrangers et ce jusqu'à habituellement depuis l'âge de onze ans de façon automatique à leur majorité (doc. 2). Il n'y a donc aucune obligation de choix de nationalité. Il est également possible d'acquérir la double nationalité par la naturalisation au mariage, impliquant la - encore une situation de double nationalité (doc. 10). Ainsi, la loi française n'impose pas à un étranger devenu français selon ces dispositions qu'il renonce à sa nationalité d'origine, ni à un français ayant acquis une autre nationalité de renoncer à la nationalité française, engendrant la double nationalité (doc. 7, 8).

### 3. Les conséquences issues de la double nationalité

La double nationalité implique tout d'abord nécessairement le droit international. Puisque deux législations étatiques peuvent être concernées par un litige intégrant un élément national, le juge doit alors mettre en œuvre le droit le plus adapté. Dans un arrêt du 23 février 2011, le juge judiciaire a ainsi reconnu la compétence de la juridiction marocaine et l'application de la loi marocaine lors d'un litige dont l'une des parties avait la double nationalité franco-marocaine. Le juge a alors espéré une convention bilatérale entre la France et le Maroc (doc. 15). A l'envers, dans un arrêt des 28 janvier 2015, la Cour de Cassation a écarté une convention franco-marocaine interdisant le mariage homosexuel entre un français et un marocain (doc. 16). Le juge a en effet considéré que le mariage homosexuel était une composante de l'ordre public international. Ainsi, lorsque deux nationalités existent, plusieurs systèmes législatifs peuvent être appliqués, ce qui exige du juge une intervention afin de trancher sur le conflit de loi ou la compétence juridictionnelle.



La double nationalité est également soumise de conséquences au regard des droits et devoirs des individus. La Convention de 1963 du Conseil de l'Europe sur la réduction des cas de pluralité de nationalités évoque ainsi la problématique des obligations militaires dans cette situation (doc 5). Elle pose alors pour principe que les individus qui possèdent la nationalité de plusieurs parties contractantes ne sont tenus de remplir leurs obligations militaires qu'à l'égard d'une seule de ces parties, celle où il réside de manière habituelle. Il a néanmoins la faculté de se soumettre aux obligations militaires dans l'autre partie de manière volontaire jusqu'à l'âge de 19 ans. La double nationalité regroupe ainsi des droits et des devoirs dans chacun des Etats (doc 8), et donc une éventuelle "double allégeance" (doc 9).

La double nationalité est donc une situation appréhendée plusieurs fois par les Etats, et qui ne jouit d'un régime que partiellement européen. Elle fait en effet l'objet de nombreuses critiques, appelant à sa limitation.

## II. La double nationalité, une notion critiquée et questionnée

L'admission de la double nationalité est soumise de critiques et d'appels à sa limitation (A). Elle demeure néanmoins une situation protégée et favorisée (B).

### A. La limitation réclamée de la double nationalité

La Convention de 1963 du Conseil de l'Europe pose le principe de la perte obligatoire et automatique de la nationalité d'origine d'un ressortissant d'une partie contractante qui acquiert la nationalité d'une autre partie à la suite d'une manifestation expresse de volonté (doc 5). Cette Convention a été ratifiée par la France en 1977 (doc 6). Cette limitation au cumul de nationalités s'explique par la volonté de limiter les situations conflictuelles dans lesquelles peuvent se trouver les binationaux. Il peut également exister chez certains une suspicion à l'égard des détenteurs de plusieurs nationalités, dont la loyauté envers chaque pays se voit alors questionnée. C'est ainsi qu'une proposition de loi d'un sénateur en date du 26 février 2016 suggérait d'imposer aux enfants nés en France devenus français à leur majorité et aux individus ayant acquis la nationalité au choix entre leur nationalité d'origine et la nationalité française (doc 6). Ce choix illustrerait leur adhésion à la communauté nationale.

La double nationalité est également remise en cause en raison du comportement du binationnel. Le droit français prévoit ainsi une déchéance de nationalité sanctionnant les binationaux ayant acquis



la nationalité française auteurs de crimes graves (doc 3). Un projet de loi constitutionnelle fut présenté au Conseil de ministres le 23 décembre 2015 afin d'étudier cette déchéance de nationalité aux étrangers nés français ayant commis de graves crimes, notamment terroristes (doc 3). Il s'agissait aussi de modifier la Constitution afin de prévoir la possibilité de déchoir de leur nationalité française les individus condamnés définitivement pour un crime constituant une atteinte grave à la nation, selon l'article adopté par le Sénat. En outre, la double nationalité peut être refusée à l'origine en raison du comportement du demandeur, s'il n'adhère pas aux principes et aux valeurs de la République, critère contrôlé par l'administration (doc 10). La double nationalité peut donc faire l'objet de restrictions.

### 3. La protection de la double nationalité

La Cour européenne des droits de l'homme, dans son arrêt Tarakh et Moldova du 27 avril 2016, a circonscrit les limites devant être portées à la double nationalité (doc 12, 13). Elle constate à l'unanimité une violation de l'article 3 du Protocole n°1 protégeant le droit à des élections libres par la Moldavie qui interdisait aux étrangers de se porter candidat aux élections législatives. Elle considère en effet que cette règle pose le principe que tous les étrangers sont une menace pour la sécurité et l'indépendance nationale. En outre, elle rappelle que les Etats doivent accorder les mêmes droits et devoirs aux étrangers qu'aux autres ressortissants. Elle considère ainsi que la loyauté envers l'Etat, caractérisée par le respect des lois et institutions, peut être garantie autrement que par cette interdiction générale. S'agissant du droit interne, le projet de loi constitutionnelle a quant à lui été écarté, surtout également des soupçons d'atteinte à l'égalité entre les citoyens (doc 3, 11).

La double nationalité semble ainsi être au contraire favorisée par certains Etats, à l'image de l'Allemagne qui a récemment, en 2014, adopté une loi permettant aux étrangers obtenant la nationalité allemande de conserver leur nationalité d'origine (doc 6). En outre, la question des problèmes suscités par la situation de double nationalité a également remis en cause. Une enquête de l'Institut national de études démographiques indique que la double nationalité ne concernerait que 8% de la population entre 18 ans et 50 ans (doc 8, 9), ce qui n'est donc qu'une faible part. Par ailleurs, la notion même de nationalité a été critiquée par certains, les droits et les

Concours section : NS ACCES1 NS ACCES1 Note synth 1er concours

Epreuve matière : Note de synthèse

N° Anonymat : BWFYO971 EK Nombre de pages : 8

**CONSIGNES**

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



obligations des individus ne résultant aujourd'hui qu'à la marge de  
celles de la nationalité, en faveur notamment de la résidence (doc 14).  
Enfin, le retournement d'appartenance des individus nationaux à  
le France serait le même que les autres ressortissants, mettant à mal  
la volonté liée à la délégation (doc 9). Et enfin aussi que  
la double nationalité, bien que critiquée, fasse l'objet de  
restrictions réduites et contrôlées.

N°

515







